

**Le point de l'actualité de la semaine : 009/2024 :**

**Par André Dulou 156<sup>ème</sup> SR, responsable de la revue de presse  
Défense de l'UNION-IHEDN**

---

## **A la une aujourd'hui : La Chine et l'Ukraine : de la convergence sino-russe au front anti-occidental (Asialyst, Emmanuel Véron)**

À ce jour, Pékin n'a toujours pas condamné l'invasion russe de l'Ukraine. La Chine continue d'utiliser des éléments de langage russe, à savoir « *opération militaire spéciale* ». À elle seule, cette posture donne à comprendre la politique étrangère chinoise et l'articulation singulière entre la Chine et la Russie. Sans être ouvertement aligné sur Moscou, d'une part le régime de Pékin soutient implicitement la Russie dans la guerre en Ukraine, d'autre part intensifie ses choix stratégiques en direction des pays de l'ex-Tiers-Monde, à mesure de la dégradation des liens avec l'Europe, les États-Unis ou encore le Japon et l'Asie-Pacifique des démocraties. La guerre en Ukraine signe notre changement de siècle, historiquement et stratégiquement. Pékin reste observateur lointain et garde le temps de l'évolution de la guerre pour lui, restant à l'affût d'opportunités pour gagner en influence, alors même que la situation interne chinoise n'est pas favorable.

### **LA GUERRE EN UKRAINE RÉVÈLE ET AMPLIFIE LA CONVERGENCE SINO-RUSSE JUSQU'À SA VASSALISATION**

La relation sino-russe est encore parfois qualifiée d'alliance. Ce qui est faux. En témoigne l'absence de soldats chinois sur le sol de l'Ukraine en guerre. Les qualificatifs les plus idoines seraient coordination, collusion et convergence d'intérêts entre les deux États, membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies, puissances nucléaires, puissances diplomatiques, mais très asymétriques dans leurs relations et poids dans le système international. À mesure de l'intensification des relations sino-russes ces deux dernières décennies (en particulier depuis 2012, arrivée au pouvoir de Xi Jinping et Poutine de nouveau président), la Chine a connu une montée en puissance géopolitique, surtout économique, commerciale et technologique, alors que la Russie accuse un effritement, voire une dislocation de certaines structures économiques et technologiques. Ainsi, le partenariat est très inégal : si un temps, la Chine prenait pour exemple l'URSS, aujourd'hui, c'est Pékin qui pourrait dicter la relation bilatérale.

Si la relation entre la Chine et la Russie est ancienne, elle repose aujourd'hui à la fois sur une balance commerciale déséquilibrée – la Chine importe beaucoup de matières premières : gaz, pétrole, bois ou minerais, tandis que la Russie importe des biens manufacturés – et sur une convergence politique internationale pour contrer la puissance américaine. En ce sens, Pékin parle de partenariat stratégique exemplaire pour qualifier la relation bilatérale, puis au moment des Jeux olympiques d'hiver en février 2022, de « *partenariat sans limites* ». Malgré cette proximité accrue, en coulisse plusieurs divergences demeurent. Mais ce qui marque la relation depuis dix ans au moins, c'est l'asymétrie et le poids croissant de la Chine dans la sphère d'influence russe (politique, économique et stratégique), et ce, dans tous les domaines, y compris sécuritaire. Faut-il rappeler l'importance démographique et économique chinoise en Sibérie orientale et les velléités de revendications territoriales du lac Baïkal à Vladivostok.

<https://asialyst.com/fr/2024/03/02/chine-guerre-ukraine-convergence-sino-russe-intensification-front-contre-occidental/>

0-

**Les actualités de défense, avec cet article, sur la protection des bases de l'armée de l'air et de l'espace :**

**L'armée de l'Air & de l'Espace mise sur l'intelligence artificielle « ARGOS » pour la protection de ses bases (OPEX 360, 3 mars 2024, Laurent Lagneau)**

En novembre 2021, l'armée de l'Air & de l'Espace [AAE] et l'École des Mines de Nancy signèrent une lettre d'intention en vue de développer un partenariat dans le domaine de la « surveillance autonome, piloté par de l'intelligence artificielle [IA], dans le monde physique et cyber ». L'objectif était alors d'évaluer l'intérêt de la robotique pour la surveillance et la protection d'une base aérienne.

Ainsi, il était question de tester le robot quadripède SCAR [Système Complexe d'Assistance Robotisée], fourni par l'entreprise américain Boston Dynamics. En quelque sorte, il s'agissait de « défricher le terrain » et de permettre aux élèves ingénieurs de l'École des Mines de développer des algorithmes d'intelligence artificielle en fonction de cas d'usage propres à la surveillance d'une emprise militaire. Une démonstration fut réalisée sur la base aérienne de Nancy-Ochey [BA 133], à l'origine de ce projet.

Depuis, cette collaboration entre l'AAE et le TechLab Mines Nancy s'est concrétisée par le système ARGOS [Acquisition, Reconnaissance et Gardiennage par Observation robotisée]. Contrairement à ce que l'on pourrait penser au premier abord, il ne s'agit pas d'un robot « patrouilleur » mais d'un algorithme d'intelligence artificielle pouvant être intégré sur n'importe quelle plateforme robotisée.

<https://www.opex360.com/2024/03/03/larmee-de-lair-de-lespace-mise-sur-lintelligence-artificielle-argos-pour-la-protection-de-ses-bases/>

**Intelligence économique : vers une fin de la naïveté en temps de guerre économique ? (Le Portail de l'IE ? 1<sup>er</sup> mars 2024, Agathe Bodelot)**

Ce jeudi 29 février s'est tenu le 28<sup>e</sup> Jeudi de la Sécurité sur le thème « Intelligence économique : renforcer notre souveraineté et notre compétitivité ; vers une fin de la naïveté en temps de guerre économique ? ». L'occasion pour les intervenants d'insister sur la nécessité du renseignement d'affaires pour rester compétitif dans un contexte concurrentiel.

Organisé par S&D Magazine, le Jeudi de la Sécurité ciblait l'intelligence économique pour sa 28<sup>e</sup> édition ce jeudi 29 février 2024. Après la sortie d'un dossier spécial sur les ingérences étrangères, la sécurité et intelligence économique, les deux tables rondes ont abordé la souveraineté et la compétitivité des entreprises dans un contexte de guerre économique.

Regards croisés entre les porteurs des volets offensif et défensif de l'IE en France

Le contexte économique actuel est particulièrement agressif : le Service de l'information stratégique et de la sécurité économiques (SISSE) a recensé 968 alertes de sécurité économique pour cette année 2023, soit 2,7 fois plus qu'à sa création en 2016. Menace économique, espionnage, infiltration, le directeur du service Joffrey Célestin-Urbain souligne l'intensification de la menace économique telle que répertoriée par l'Etat. La première mission du SISSE consiste à définir les entreprises jugées stratégiques, les technologies critiques et les laboratoires de recherche sensibles pour la souveraineté. Puis dès qu'une menace étrangère, une alerte caractérisée est détectée, le service garantit une unité de l'action, coordonnant la réponse de l'Etat. En cas d'attaque bien définie dont les bénéficiaires finaux sont traçables, « il n'y a pas de pudeur dans la réponse » affirme le SISSE, quand bien même les auteurs sont considérés comme des « amis ». Deux outils de riposte permettent de contrer ces menaces étrangères : le contrôle IEF, et la loi de blocage de 1968, renforcée. La gestion de 98 dossiers relatifs à la loi de blocage sur deux ans montre que « la France est capable de parler le langage de la souveraineté sans provoquer de conflits de normes avec l'autorité étrangère offensive ».

<https://www.portail-ie.fr/univers/surete-et-gouvernance-des-risques/2024/intelligence-economique-vers-une-fin-de-la-naivete-en-temps-de-guerre-economique/>

## **Quel rôle pour le groupe aéronaval à l'heure de la guerre en réseau ? ( Briefings de l'IFRI, 29 février 2024, Cyril du Manoir de Juaye, Clément Clouet)**

L'intégration des drones et de l'intelligence artificielle transforme la nature des combats navals en une confrontation entre des réseaux regroupant des navires de surface, des aéronefs et des drones.

Dans cette dynamique évolutive du cinquième âge du combat naval, le groupe aéronaval, en adaptant profondément sa structure, devient essentiel pour déployer en mer un réseau complexe capable de générer de nouveaux effets tactiques et stratégiques, tant en mer que sur terre. Face à l'augmentation de la quantité d'informations partagées et du nombre d'unités, le travail en réseau de la force navale connaît une complexification inédite. Ces évolutions signifient le glissement progressif du pouvoir effectif d'une force en réseau vers les unités les mieux connectées et capables d'agréger autour d'elles un grand nombre d'unités. Dans ce contexte, l'environnement opérationnel se caractérise par une menace omniprésente et difficilement localisable. Le groupe aéronaval doit ainsi repenser son rôle et sa structure opérationnelle pour être capable de combiner les armes de décision et systèmes de drones, afin d'obtenir des effets structuraux et de désorganisation du réseau. Dans ce nouveau « réseau aéronaval », la centralité des nouvelles plateformes de mise en œuvre de drones augmentera. Il existera différents types de réseaux collaborant ou s'opposant en mer, imposant au tacticien de comprendre leur fonctionnement pour en évaluer les forces et les faiblesses.

*( On peut télécharger la totalité de l'article sous pdf en fin de la présentation)*

<https://www.ifri.org/fr/publications/briefings-de-lifri/role-groupe-aeronaval-lheure-de-guerre->

[reseau#:~:text=Le%20groupe%20a%C3%A9ronaval%20doit%20ainsi,et%20de%20d%C3%A9organisation%20du%20r%C3%A9seau.](#)

**Les relations internationales :**

## **Comment comprendre l'ascension déconcertante du groupe al-Houthi ? (Diploweb, 3 mars 2024, Fatima Moussaoui)**

« La transformation du groupe al-Houthi, qui est passé d'une bande tribale hétéroclite à une force militaire disciplinée, a été tout simplement stupéfiante ». [1]

LES AL-HOUTIS [2] ont fait un bond phénoménal en peu de temps, passant d'une poignée d'individus, de la communauté zaydite scandant des slogans anti-impérialistes, à un mouvement politique sous la forme d'un "système de supervision" et d'une force militaire organisée affrontant la coalition internationale dans une guerre aérienne et terrestre frontale au Yémen.

C'est l'évolution de la pensée de l'élite hachémite qui a permis cette transformation des al-Houthis d'une organisation militante visant à traduire leurs succès militaires en influence politique. Les deux objectifs principaux étaient la lutte contre la corruption et l'ingérence des puissances étrangères, et plus particulièrement des Américains. Ce positionnement a permis à Ansar Allah d'attirer le soutien de sa base tribale zaydite [3]. Ansar Allah se présente comme un mouvement « civique ». Ce dernier est, aux yeux d'une minorité de la population, son aile légitime. Le mouvement a lancé ce que l'on appelle la marche du Coran comme expression de ses objectifs de réforme culturelle, politique et religieuse introduits par Hussein al-Houthi en 2002, et Abdulmalik al-Houthi est souvent considéré comme le "leader de la marche du Coran" [4].

Cette affirmation récurrente sur le développement phénoménal du mouvement Ansar Allah en un temps record reste partagée par plusieurs spécialistes du conflit yéménite. Cette montée en puissance n'aurait certainement pas pu avoir lieu sans l'accord de l'ancien président Saleh avec al-Houthi, puisque certaines parties de l'armée yéménite fidèles à l'ancien président ont rejoint l'insurrection.

<https://www.diploweb.com/Comment-comprendre-l-ascension-deconcertante-du-groupe-al-Houthi.html>

## **Les fuites au sein de l'armée allemande pointent le besoin criant de défenses antiaériennes de l'Ukraine (RFI, 3 mars 2024, avec Pierre Benazet)**

La publication par la Russie d'une conversation non sécurisée de généraux allemands est une épine dans le pied pour Berlin, mais elle résonne chez ses alliés européens. Elle pointe le besoin criant de défenses antiaériennes de l'Ukraine, puisque les généraux allemands évoquaient la question de la livraison de missiles à longue portée Taurus. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a d'ailleurs de nouveau demandé à ses alliés des fournitures d'armement samedi après-midi, après des frappes sur Odessa.

Ces missiles Taurus, évoqués par les quatre généraux de la Luftwaffe, représentent un vrai point de contentieux de Berlin avec Kiev et les autres capitales européennes. D'autant plus que ces missiles Taurus changeraient la donne dans l'implication des alliés aux côtés de l'Ukraine : leur portée est de 500 km, ce qui mettrait Moscou à portée de l'Ukraine.

Mais en publiant ces écoutes supposées, le Kremlin met des bâtons dans les roues de la coalition fédérale allemande pour d'éventuelles livraisons de Taurus, rapporte notre correspondant à Bruxelles, Pierre Benazet.

En revanche, beaucoup d'alliés livrent déjà des systèmes antiaériens, dont l'Allemagne avec ses missiles Iris-T, mais ils n'ont que 40km de portée. Et la question des Taurus ne va pas changer le calendrier des livraisons, car il y a déjà des flux ouverts vers l'Ukraine pour les Scalp franco-britanniques, pour les batteries de missiles norvégiens Nasams ou pour les missiles antiaériens Patriot fabriqués aux États-Unis.

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20240303-les-fuites-au-sein-de-l-arm%C3%A9e-allemande-pointent-le-besoin-criant-de-d%C3%A9fenses-antia%C3%A9riennes-de-l-ukraine>

## **Gaza : reprise des négociations pour une trêve entre Israël et le Hamas (Challenges, 3 mars 2024, avec AFP)**

Des négociations ont repris dimanche au Caire en vue d'obtenir une trêve entre Israël et le Hamas pendant le ramadan dans la bande de Gaza, où les bombardements israéliens meurtriers se poursuivent alors que le territoire palestinien est menacé de famine selon l'ONU.

Selon un média progouvernemental égyptien, des représentants du Qatar et des États-Unis sont arrivés au Caire, où des envoyés du Hamas doivent leur "donner une réponse à la proposition élaborée à Paris" fin janvier, a indiqué une source proche du mouvement islamiste palestinien.

La proposition des pays médiateurs - Qatar, États-Unis, Égypte - porte sur une pause de six semaines des combats et la libération de 42 otages détenus à Gaza contre celle de Palestiniens emprisonnés par Israël.

[https://www.challenges.fr/monde/gaza-reprise-des-negociations-pour-une-treuve-premier-largage-d-aide-americaine\\_885531](https://www.challenges.fr/monde/gaza-reprise-des-negociations-pour-une-treuve-premier-largage-d-aide-americaine_885531)

**Sur le plan de l'économie, cet article sur le point de la pauvreté dans le monde :**

## **Pauvreté dans le monde : reprise de la baisse ( Télés, 1<sup>er</sup> mars 2024, Julien Damon)**

Alors que la pauvreté, mesurée à l'échelle de la planète, reculait depuis plusieurs décennies, la Banque mondiale a alerté, à l'occasion de la crise Covid, d'une hausse consécutive au choc économique lié à la pandémie. De nouvelles projections sont cependant rassurantes: la pauvreté a recommencé à baisser. Le taux d'extrême pauvreté dans le monde serait repassé sous les niveaux pré-Covid.

Sur un plan mondial, la pauvreté se mesure couramment à partir d'un seuil connu sous l'appellation « un dollar par jour ». Fixé, en 2022, à 2,15 dollars de pouvoir d'achat par jour et par personne, cette convention permet de suivre les évolutions du phénomène ainsi que les objectifs ambitieux que se donne la communauté internationale. À l'horizon 2030, la première visée des objectifs de développement durable (ODD) consiste à mettre fin à cette forme extrême de pauvreté.

Un seuil global de pauvreté

La Banque mondiale qui s'assigne la mission de mettre fin à la pauvreté produit, collecte et analyse les données afin d'évaluer les évolutions. Elle a élaboré, dans les années 1970, un seuil international de mesure de la pauvreté. Calculé sur la base du seuil de pauvreté moyen des pays les plus pauvres du monde, c'est un seuil dit absolu car il ne varie ni en fonction de la distribution nationale des niveaux de vie, ni de la progression de la richesse mondiale. Concrètement, il est censé incarner un niveau minimum pour pouvoir se nourrir, se vêtir et se loger.

<https://www.telos-eu.com/fr/pauvrete-dans-le-monde-reprise-de-la-baisse.html>

## Sécuriser les postes partagés : l'équilibre entre protection et productivité (Economie matin, 3 mars 2024, Fabrice de Vesian)

Dans un paysage professionnel où la collaboration et le partage sont des piliers de la productivité, l'utilisation de postes de travail partagés est désormais monnaie courante. Qu'il s'agisse d'espaces de coworking, de bureaux communs ou même de départements au sein d'une même organisation, ces environnements offrent une flexibilité précieuse tout en favorisant. Toutefois, cette facilité d'accès et de partage expose les entreprises à des cyber-risques significatifs. Selon le récent baromètre du CESIN (Club des Experts de la Sécurité de l'Information et du Numérique), 49 % des entreprises déclarent avoir subi au moins une cyberattaque réussie avec un impact significatif en 2023.

La nécessité de sécuriser les postes partagés, qui sont souvent des points d'entrée potentiels pour les cyberattaques

L'une des principales caractéristiques d'un poste de travail partagé est que plusieurs utilisateurs peuvent s'authentifier sur le même appareil tout au long de la journée. Cela signifie également qu'un seul appareil peut héberger plusieurs utilisateurs ou comptes d'employés. **Le principal problème lié à l'existence de plusieurs connexions sur un seul appareil est que les postes de travail partagés ont un lien direct avec les systèmes et les données critiques.**

<https://www.economiamatin.fr/postes-partages-securite-informatique-solutions-vesian>

## Un plan de relance européen 2.0 ? Les conservateurs opposés à une nouvelle dette commune (Euractiv, 1<sup>er</sup> mars 2024, Jonathan Packroff)

Au Parlement européen, le centre-droit et les conservateurs sont fermement opposés à contracter une nouvelle dette commune au niveau de l'UE, alors que les appels à une Facilité pour la reprise et la résilience « 2.0 » se sont multipliés au cours des dernières semaines pour combler le déficit d'investissements publics.

En 2021, l'UE a mis en place un programme de financement considérable de 723 milliards d'euros pour aider les États membres à se remettre de la crise économique découlant de la pandémie de Covid et soutenir leurs transitions écologique et numérique, dans le cadre du plan « NextGenerationEU ».

La facilité prévoit des fonds permettant aux États membres d'investir 385 milliards d'euros sous forme de prêts, qui doivent être remboursés par les gouvernements nationaux, et de 338 milliards d'euros sous forme de subventions, ce qui signifie que les remboursements de la dette pour ces dernières seront financés par le budget de l'UE.

<https://www.euractiv.fr/section/economie/news/un-plan-de-relance-europeen-2-0-les-conservateurs-opposes-a-une-nouvelle-dette-commune/>

**Lire avec intérêt cet article concernant la sécurité intérieure :**

**Salon de l'agriculture : la gendarmerie agit sur tout le spectre aux côtés des exploitants agricoles (Gendinfo, 2 mars 2024, ANTOINE Faure)**

La gendarmerie est présente, cette année encore, au Salon international de l'agriculture, du 24 février au 3 mars, à la fois pour conseiller les agriculteurs sur la protection physique de leur exploitation, mais aussi pour les sensibiliser aux risques d'attaques cyber, qui peuvent avoir de graves conséquences en termes de souveraineté alimentaire et de sécurité économique.

Le Salon international de l'agriculture (SIA), dont la 60<sup>e</sup> édition se déroule cette année du 24 février au 3 mars, est un peu un Tour de France *indoor*, sans les vélos. On y visite toutes les régions, tous les départements, de métropole comme d'outre-mer. On y marche beaucoup, on y danse parfois, on y mange et on y boit, trop dans les deux cas, mais c'est aussi ça, la France !

Par son maillage territorial, au cœur des territoires, qui correspond à l'implantation du milieu agricole, la gendarmerie nationale est traditionnellement un interlocuteur privilégié des exploitants. Dans certaines brigades, pour le jeune gendarme nouvellement affecté, il n'est pas rare que la première patrouille de contact passe par un certain nombre d'exploitations.

<https://www.gendarmerie.interieur.gouv.fr/gendinfo/sur-le-terrain/immersion/2024/salon-de-l-agriculture-la-gendarmerie-agit-sur-tout-le-spectre-aux-cotes-des-exploitants-agricoles>

**Et quelques articles de fond et d'actualité :**

### **Livraison du sixième et dernier hélicoptère H160 de la flotte intérimaire de la Marine nationale (Lignes de défense, 1<sup>er</sup> mars 2024, Philippe Chapleau)**

La livraison dernier hélicoptère *H160* de la flotte intérimaire de la Marine nationale a eu lieu le 12 février. Il s'agit du 6<sup>e</sup> hélicoptère *H160* commandé en 2020 et 2021 aux sociétés Airbus Helicopters, Babcock France et Safran Helicopter Engines (photo La Presse de la Manche).

L'aéronef a rejoint la base aéronautique navale de Lanvéoc-Poulmic (près de Brest). La 32F est donc au complet.

Spécialement configurés pour le sauvetage en mer, les hélicoptères *H160* sont progressivement mis en œuvre depuis 2023 depuis l'aéroport de Cherbourg et les bases aéronautiques navales de Lanvéoc-Poulmic et d'Hyères. Les *H160* assurent notamment des missions d'alerte SECMAR (Secours maritime) en remplacement des hélicoptères *Caïman Marine*, *Dauphin* et *Panther* ; ces derniers pouvant ainsi être redéployés pour remplir leur mission première de combat aéromaritime à bord des navires de la Marine nationale.

<https://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2024/02/29/livraison-du-sixieme-et-dernier-helicoptere-h160-de-la-flott-24463.html>

### **Le Service de santé des armées va organiser ses hôpitaux en fonction de trois « capacités différenciées » ( OPEX 360, 2 mars 2024, Laurent Lagneau)**

Présenté en 2013, le plan stratégique SSA 2020 prévoyait d'adapter le Service de santé des armées [SSA] aux contraintes budgétaires du moment en mettant ses moyens en adéquation avec la réduction du format des forces qui avait été décidée dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques [RGPP] et de la refonte de la carte militaire.

Il était notamment question de supprimer 2000 postes [sur 16000], de regrouper les écoles de santé et de différencier les huit hôpitaux d'instruction des armées [HIA] restants, après la fermeture de celui du Val-de-Grâce.

Ainsi, les HIA Bégin [Saint-Mandé], Percy [Clamart], Laveran [Marseille] et Sainte-Anne [Toulon] devaient conserver les « compétences indispensables à la prise en charge des blessés de guerre et des moyens humains et matériels nécessaires aux projections d'unités médicales sur les théâtres d'opérations et aux évacuations médicales stratégiques » tandis que les HIA Desgenettes [Lyon], Clermont-Tonnerre [Brest], Robert Picqué [Bordeaux] et Legouest [Metz] étaient appelées à se rapprocher du système de santé civil, mais avec des moyens réduits.

Seulement, avec la hausse du format des armées, amorcée dès 2015, il apparut que la réforme du SSA avait été beaucoup trop loin. Il fut donc décidé de suspendre le plan SSA 2020, dont la poursuite « aurait vraiment porté atteinte à la capacité intrinsèque de ce service », selon Florence Parly, alors ministre des Armées. Mais il n'était pas pour autant question de revenir sur la différenciation entre les HIA... Cependant, l'hôpital Clermont-Tonnerre devait finalement y échapper, en raison de son rôle dans la dissuasion nucléaire.

<https://www.opex360.com/2024/03/02/le-service-de-sante-des-armees-va-organiser-ses-hopitaux-en-fonction-de-trois-capacites-differenciees/>

### **Parus au journal officiel :**

**Arrêté du 20 février 2024 modifiant l'arrêté du 12 juillet 2023 fixant la liste des postes ouvrant droit à l'indemnité temporaire de mobilité au sein du ministère des armées**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049225609>

**Décret du 29 février 2024 tendant à soumettre un projet de loi constitutionnelle au Parlement réuni en Congrès**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049219182>

**Décret n° 2024-156 du 28 février 2024 portant diverses mesures relatives à la préparation et à la gestion des crises sanitaires**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049209996>